



CTSD25 du 28 janvier 2022

Déclaration préalable de la FSU – suite

Depuis bientôt 5 ans, nous assistons à l'inexorable dégradation du service public d'éducation. Pendant ces 4 dernières années, les moyens alloués aux collèges des 4 départements n'ont cessé de baisser pour finalement se stabiliser, l'année prochaine, à un niveau particulièrement bas. Le Ministère impose sa politique d'économies, les rectorats répercutent ces baisses et il nous reste, ici, au niveau départemental, à assister à l'équitable répartition de la pénurie. Du Jacobinisme hérité de la Révolution et chargé de faire appliquer le principe d'égalité sur l'ensemble du territoire national, il ne reste que la verticalité d'un pouvoir pressé de renforcer le tri social par l'école et contre elle.

Face au constat d'une situation presque identique à celle de la rentrée dernière, notre conclusion ne peut fatalement qu'être similaire : si la gestion de la pénurie permet sans aucun doute de remplir de manière satisfaisante les bilans comptables, elle ne permet en rien d'améliorer un système éducatif en grande souffrance.

Nous ne nous résignerons jamais à accepter l'idée que des classes de collège puissent compter 30 élèves parce que nous constatons au quotidien qu'une situation matérielle légèrement confortable des parents ne garantit en rien une absence de difficultés d'apprentissage chez les enfants.

La crise sanitaire semble avoir révélé à une partie de l'opinion et à de nombreux usagers ce que les mensonges du Ministre ont de plus en plus de mal à masquer : les conditions d'enseignement n'ont cessé de se dégrader : suppressions de postes, hausse du nombre d'élèves par classe, dévoiement des dispositifs d'aide personnalisée, mutualisation impossible des AESH... Pour le ministre, et plus largement pour ce gouvernement, l'école est un coût pas un investissement.

Depuis bientôt 5 ans, sur le terrain et ici dans ces instances, nous n'avons eu de cesse de dénoncer les conséquences de la politique ministérielle sur nos conditions de travail : le manque de postes de TZR, les HSA imposées, l'augmentation des postes partagés, le caporalisme institutionnel déguisé en réformes, les temps partiels contraints...

La forte mobilisation du 13 janvier dernier a montré le violent rejet dont le ministre fait l'objet. On est loin de « L'école de la confiance », la place est, depuis longtemps déjà, à la défiance ; défiance que les récents déboires de ce dernier n'ont fait qu'accentuer un peu plus et dont les tableaux étudiés ce jour sont l'ultime illustration.

Soyez sûr, monsieur l'inspecteur, que nous ne sommes en rien résignés. Notre attachement au service public en tant que citoyens et agents, nous commande de lutter contre cette politique de destruction et contre sa communication qui tente de changer le plomb en or. La logique économique poursuivie par le gouvernement et traduite dans ces DHG ne peut avoir que des effets négatifs : d'abord sur les conditions de travail des professeurs, au moment où la profession, plus déclassée que jamais, n'attire plus de candidats ; ensuite sur les conditions d'apprentissage des élèves et, de ce fait, sur l'avenir de la France sujet qui, vous en conviendrez, n'est pas à prendre à la légère, du moins lorsque l'on a à cœur de servir l'intérêt public.